



Le chef de l'Etat et son épouse s'inclinant devant la dépouille mortelle de Camille Bongou

DISPARITION

Camille Bongou inhumé à Bokouélé

Décédé le 16 décembre en France, à l'âge de 78 ans, l'ancien secrétaire général du Parti congolais du travail, Camille Bongou, sera mis en terre aujourd'hui au village Ikouba, dans

le district de Bokouélé. L'illustre disparu a reçu un dernier hommage hier au Palais des congrès en présence du couple présidentiel, des corps constitués nationaux, des amis et

connaissances. Hormis sa carrière militaire et politique, Camille Bongou a enseigné au département de philosophie de l'Université Marien-Ngouabi, à Brazzaville. [Page 2](#)

CULTURE

Un défilé de l'amitié entre les peuples à Brazzaville

La capitale congolaise va abriter en juillet 2023 un défilé de l'amitié et de la fraternité entre les peuples, a annoncé hier l'ambassadeur du Venezuela en République du Congo, Anibal José Marquez Munoz, à l'issue d'un entretien avec le maire de Brazzaville,

Dieudonné Bantsimba. L'événement culturel permettra de mettre en valeur les traditions, les danses et les tenues traditionnelles des communautés nationales et étrangères établies au Congo. [Page 13](#)



Le maire de Brazzaville s'entretenant avec le diplomate vénézuélien

AFRIQUE

Huit élections présidentielles en perspective



Le Nigeria en février, la Sierra Leone en juin, le Liberia en octobre, Madagascar en novembre, la République démocratique du Congo en décembre, le Gabon au second semestre, ainsi que la Libye et le Soudan sont les huit pays africains qui tiendront une élection présidentielle en 2023.

Le sujet a été évoqué en marge du sommet Afrique-Etats-Unis (13-15 décembre 2022), marquant l'importance que Washington accorde aux prochains scrutins. [Page 7](#)

COVID-19

Fin prochaine de la quarantaine à l'arrivée en Chine

[Page 5](#)

MÉDIAS

Levée de la suspension de la chaîne de télévision Vox Tv



Jean-Pierre Ngoma et Agnès Isabelle Nioko

Dès ce mercredi, les programmes de la chaîne de télévision privée émettant à Brazzaville, Vox TV, vont reprendre normalement. Ils ont été suspendus provisoirement pendant sept jours par le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC), au motif que la chaîne avait diffusé un reportage tendant à troubler l'ordre public.

La décision de la reprise des programmes a été prise à l'issue de la réunion extraordinaire du CSLC organisée hier à Brazzaville sous la direction du vice-président, Jean-Pierre Ngoma. [Page 5](#)

ÉDITORIAL Discours

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Discours

Les partis politiques et les organisations de la société civile animent la vie politique et sociale du pays à travers les prises de parole de leurs dirigeants, à l'occasion d'événements majeurs.

Pour espérer être compris de ceux qui les écoutent, ces dirigeants seraient mieux inspirés de tenir compte du cadre légal tel que défini par la loi fondamentale et leurs propres textes fondamentaux.

Il se trouve que souvent les politiques et les syndicalistes s'installent dans une confusion de rôles qui est de nature à créer de multiples interprétations dans l'opinion. Dans le pire des cas, les propos interprétés comme portant atteinte aux institutions exposent leurs auteurs à la rigueur de la loi.

Une chose est évidemment que le droit à la parole est garanti par la Constitution, une autre est que celles et ceux qui en jouissent se gardent d'alimenter la controverse inutile par un discours violent ou haineux.

Acteurs de premier plan dans l'édification de la démocratie, les leaders politiques, tout comme les activistes des droits humains ont un rôle important à jouer dans la consolidation de la culture de paix. Les jeunes nations en ont besoin pour se construire et se développer.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Camille Bongou sera inhumé à Bokouélé

Décédé le 16 décembre dernier en France à l'âge de 78 ans des suites d'une maladie, Camille Bongou a reçu, le 27 décembre à Brazzaville, un dernier hommage de la nation en présence du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Le corps sans vie du défunt a été ensuite conduit à Bokouélé, dans le département de la Cuvette, où il sera porté en terre à Ikouba, son village natal.



Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso déposant la gerbe de fleurs/DF

Dans l'oraison funèbre lue devant le chef de l'Etat, par le Pr Grégoire Léfouoba, il ressort que Camille Bongou a connu une enfance normale, marquée par une évolution positive. Après ses études primaires réussies, l'illustre disparu obtint le concours d'entrée à l'Ecole normale supérieure d'où il sort avec le diplôme d'aptitude professionnelle de professeur des collèges. Il est ensuite affecté comme enseignant au collège de Makoua, dans le département de la Cuvette, puis au CEG Nganga Edouard, à Brazzaville.

Quelques années après, le jeune Camille quitte l'enseignement pour s'engager dans l'armée, notamment dans la défense civile. Après le mouvement insurrectionnel du 31 juillet 1968, il est officiellement reversé dans les Forces armées congolaises.

En 1970, alors qu'il portait déjà le galon de sous-lieutenant, le jeune militaire est nommé commandant de la 3e compagnie du groupement aéroporté

de Maya-Maya. Suite aux événements du 22 février 1972, Camille Bongou quitte l'Armée populaire nationale ainsi que le Parti congolais du travail (PCT) dont il fut l'un des cofondateurs. Après la Conférence nationale souveraine de 1991, il regagne les forces armées jusqu'à faire valoir ses droits à la retraite au grade de commandant.

Amoureux du savoir, dans l'intervalle de ces va-et-vient, l'illustre disparu s'inscrit à l'Université de Brazzaville, actuelle l'Université Marien-Ngouabi, au département de philosophie. En 1974, il finit brillamment son cycle et devient premier licencié de philosophie de cette alma mater.

Comme si cela ne lui suffisait pas, Camille Bongou obtient une inscription en Belgique pour suivre sa formation doctorale d'où il sort avec le titre de docteur en philosophie. Il devient plus tard président de la Société congolaise de philosophie.

Un homme politique accompli

Acteur politique de convictions, Camille Bongou a commencé à militer dans plusieurs mouvements politiques depuis son jeune âge, dont le Mouvement national de la révolution. Après le mouvement insurrectionnel des 13, 14 et 15 août 1963, il participe aux côtés des forces révolutionnaires à la création du PCT appelé parti d'avant-garde.

Le 31 décembre 1969, il participe au congrès constitutif du PCT à l'issue duquel il est élu membre du Comité central et y demeure jusqu'au 22 février 1972 avant de le quitter. En mars 1979, il réintègre le parti à la faveur du 3e congrès extraordinaire et est élu secrétaire général près la présidence du Comité central. En 1984, lors du 3e congrès ordinaire, il est élevé au bureau politique, chargé de l'organisation et secrétaire permanent, poste qu'il quitte en 1989 sur décision dudit congrès.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIOLENCES

Vers la création d'un centre de réhabilitation des femmes victimes

Réunis en session ordinaire budgétaire du 15 octobre au 23 décembre à Brazzaville, sénateurs et députés ont adopté plusieurs affaires dont la loi portant création du centre Mouebarara pour l'accueil et la réhabilitation des femmes et filles victimes de violences.

Établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, le centre Mouebarara est placé sous la tutelle du ministère en charge de la Promotion, de l'Intégration de la femme au développement et de l'Economie informelle. Situé à Brazzaville, ce centre a pour mission d'assurer la protection, la réhabilitation ainsi que la réinsertion des femmes et filles victimes des violences. Selon le gouvernement, sa création est la réponse aux engagements internationaux, régionaux et sous-régionaux pris par la République du Congo. « Ce centre va fournir une assistance psychologique ainsi qu'il assurera un service d'écoute, d'accompagnement et de réinsertion. Il sera donc le lieu polyvalent où les femmes et les filles victimes de violences sont susceptibles de trouver réponse à leur détresse. Cette importante structure permettra de réhabiliter les femmes et filles traumatisées, grâce au travail des équipes spécialisées », es-

père-t-on.

Outre cette loi, l'Assemblée nationale, de son côté, a adopté une dizaine d'affaires sur la trentaine inscrite à l'ordre du jour de la première session ordinaire budgétaire de la quinzième législature. Parmi les af-

tème de réglementation et de contrôle, à lutter contre les médicaments falsifiés et à proposer à la population des produits médicaux de qualité sûre sans risque et efficace. A ce titre, l'agence se chargera de faciliter une réaction coordonnée à

médicaments et produits médicaux de mauvaise qualité et de contrefaçon ; favoriser la création d'un environnement propice à la promotion continentale des médicaux, de vaccins afin d'atténuer le risque de pénurie de médicaments et

« En adaptant le budget de l'Etat exercice 2023 compatible aux exigences du FMI, nous devons garder à l'esprit les difficultés évoquées par le gouvernement pour implémenter cette loi de finances. Le redressement de l'économie nationale, on l'a compris, passe naturellement par le rétablissement des équilibres macroéconomiques. C'est en fait une œuvre de longue haleine qui demande abnégation, courage et résilience. C'est pourquoi, l'institutionnalisation d'un nouveau cadre juridique portant sur l'organisation de la Cour des comptes et de discipline budgétaire est opportune », a indiqué Isidore Mvouba.

« En adaptant le budget de l'Etat exercice 2023 compatible aux exigences du FMI, nous devons garder à l'esprit les difficultés évoquées par le gouvernement pour implémenter cette loi de finances. Le redressement de l'économie nationale, on l'a compris, passe naturellement par le rétablissement des équilibres macroéconomiques. C'est en fait une œuvre de longue haleine qui demande abnégation, courage et résilience. C'est pourquoi, l'institutionnalisation d'un nouveau cadre juridique portant sur l'organisation de la Cour des comptes et de discipline budgétaire est opportune »

fares approuvées, figure le budget de la représentation nationale exercice 2023 qui s'élève à la somme de 18 660 000 000 milliards FCFA, ainsi que celui de l'Etat de l'année prochaine. Les députés ont, par ailleurs, autorisé la ratification du traité portant création de l'Agence africaine du médicament. Elle aura pour mission d'amener les Etats membres de l'Union africaine à améliorer leur sys-

l'échelle continentale lors des crises sanitaires et proposer des conseils scientifiques sur des médicaments susceptibles de prévenir, diagnostiquer ou traiter les maladies à l'origine de cette crise. Elle devrait aussi harmoniser la réglementation dans l'enregistrement des médicaments en aidant les pays à se conformer aux meilleures et aux normes internationales tout en renforçant la lutte contre les

de dispositifs médicaux critiques.

Patronnant la cérémonie de clôture, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, s'est félicité de l'adoption de ces lois dont celle relative au contrat de partenariat public-privé ainsi qu'à l'organisation de la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Il est également revenu sur l'importance du budget de l'exercice 2023.

Il a, enfin, salué l'appui budgétaire triennal obtenu auprès du groupe de la Banque mondiale lors du récent séjour à Washington du président la République. Selon lui, le Congo devrait bénéficier d'ici à la fin de l'année de la première tranche de cet appui, estimée à 33 milliards FCFA.

Parfait Wilfried Douniama

VIE ASSOCIATIVE

L'Ajec renforce sa cohésion

Les membres de l'Association jeunesse en éveil du Congo (Ajec) ont tenu récemment une assemblée générale au cours de laquelle ils ont renouvelé le bureau exécutif et retracé les nouveaux objectifs de cette plateforme qui milite pour l'orientation et l'encadrement de la jeunesse.

L'Ajec se veut une organisation juvénile rassemblant ses membres autour de la lutte contre la faim en vulgarisant le deuxième objectif de développement durable. Elle voudrait également favoriser l'accès à l'éducation de qualité pour tous et s'approprier la noble culture africaine tout en faisant la promotion de la paix à travers la lutte contre les inégalités sociales.

Le bureau exécutif national de l'Ajec, dirigé par Rolph Meldry Dissivouloud, a promis de travailler pour le bien des jeunes congolais. Dans les prochains jours, une campagne sera lancée sur la formation et la sensibilisation dans les écoles primaires, secondaires et supérieures.

Rude Ngoma



Le présidium de l'assemblée de l'Ajec/Adiac

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le marché congolais en pleine mutation

Les infrastructures de télécommunications ont été construites sur l'ensemble de la République du Congo. Les entreprises et ménages sont connectés à la fibre optique terrestre, notamment à Brazzaville et Pointe-Noire, comme le prouve l'édition 2022 de l'annuaire statistique du ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique.

La nouvelle version de l'annuaire statistique sur les données de 2021 a été rendue publique, le 27 décembre, à Brazzaville, au cours d'une cérémonie présidée par le ministre des Postes, Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo, en présence de la ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration, Ingrid Ghislaine Olga Ebouka-Babackas, et celui du Budget et du Portefeuille public, Ludovic Ngatsé. Le document dédié aux trois secteurs-clés (postes, télécoms et numérique) récapitule les données sur les avancées des deux dernières années. Même si l'annuaire fournit des données brutes sans aucune interprétation de la part de l'auteur, l'on observe en matière de télécoms de nombreux progrès pour couvrir les zones blanches et améliorer les tarifs voix/SMS/internet. Les transactions du



Photo de famille/Adiac

secteur de téléphonie représentent plus de 130 milliards FCFA en 2021, contre 116,3 milliards FCFA 2020.

En ce qui concerne l'accès à internet, une dizaine de sociétés fournisseuses opèrent sur le marché local à l'instar de l'opérateur public Congo Telecom, qui vend de l'internet fixe par fibre optique. Le groupe Vivendi Africa, l'opérateur local OFIS, ainsi que les

deux opérateurs de téléphonie mobile (MTN et Airtel) offrent des services Internet fixe par fibre optique et par radio. Les opérateurs jugés moins offensifs comme Alink Telecom, PI Service/Sky TIC et AMC Telecom sont aussi présents sur le marché congolais.

Les chiffres sur le personnel aussi bien du secteur public que du privé révèlent un be-

soin pour le pays de former de nouveaux cadres en vue d'une dynamique du secteur. Ce manque de compétences se fait sentir au niveau des télécoms, mais également des Postes et du secteur numérique. Mais les données contenues dans cet annuaire statistique constituent un véritable outil d'aide à la prise de décision pour les autorités de tutelle, a renchéri Gabreil

Mpovenossouri, le directeur des études et de la planification dudit ministère et un des rédacteurs du document.

Une analyse que partage le ministre Léon Juste Ibombo, ajoutant que le document permettrait de mesurer et d'évaluer l'impact des politiques et stratégies de développement, mais aussi de mettre en œuvre le suivi-évaluation des politiques, plans et programmes, projets de développement. «Au regard de cet investissement dont l'enracinement recherché dans le secteur en plein essor est une sollicitation permanente, le ministère dont j'ai la charge entend mettre à la disposition des utilisateurs publics et privés des données statistiques actualisées, fiables, mesurables des efforts de développement de notre département dans notre pays», a-t-il déclaré.

Fiacre Kombo

DRÉPANOCYTOSE

L'espérance de vie des patients s'améliore au Congo

Le directeur général du Centre national de référence de drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso, le Pr Alexis Elira Dokekias, a affirmé le 24 décembre, lors d'un repas offert aux enfants drépanocytaires à l'occasion de la fête de Noël, que depuis que ce centre est en service, la mortalité liée à cette maladie génétique a chuté, améliorant ainsi l'espérance de vie des patients.

Inauguré en 2015, le Centre national de référence de drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso remplit bien ses missions régaliennes, selon le

patients drépanocytaires de la forme totale à Brazzaville, environ 5000 à Pointe-Noire et 4000 patients répartis entre Dolisie et Nkayi. Et dans ce

nombre, de manière globale, la situation s'est nettement améliorée, contrairement aux années antérieures où la mortalité liée à cette maladie était

en hausse. « Grâce à l'appui de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, nous faisons un travail considérable dans le traitement et le suivi des patients atteints de la drépanocytose. Ainsi, cinq ans d'existence, notre centre n'a enregistré que six décès à ce jour. Mais, parmi ces morts, deux ont été atteints du coronavirus. Les efforts consentis ont réduit considérablement la mortalité due à cette maladie génétique », a précisé le Pr Alexis Elira Dokekias, directeur général de ce centre.

Il a fait savoir que si autrefois la drépanocytose a tué à grande échelle au Congo; aujourd'hui,

avec la création de ce centre, la donne a changé. L'espérance de vie de ces malades augmente de plus en plus, pourvu que les parents de ces enfants suivent rigoureusement les recommandations qui leur sont édictées. «Nous avons dit aux parents de ces enfants qu'avec la drépanocytose, l'espoir est désormais permis. Actuellement, parmi les patients drépanocytaires que nous suivons, il y a un homme de 81 ans vivant à Talangai. L'autre patient qui est sous notre contrôle est une femme âgée de 79 ans. Cette maman qui habite Makélékélé a fait six enfants et plusieurs d'autres drépanocytaires que nous suivons, ils ont déjà dépassé 60 ans », a-t-il ajouté.

A l'occasion de la fête de la Nativité, le Centre national de drépanocytose a offert à une centaine d'enfants issus des parents démunis un repas ainsi que des jouets.

Firmin Oyé



Des enfants drépanocytaires lors du repas, le 25 décembre/Adiac

Pr Alexis Elira Dokekias. Faisant le bilan des cinq ans de vie dudit centre, il a relevé avec satisfaction les avancées enregistrées tant dans le suivi des malades que le traitement quotidien de ces derniers. Le centre national de drépanocytose suit environ 23 000

« Grâce à l'appui de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, nous faisons un travail considérable dans le traitement et le suivi des patients atteints de la drépanocytose. Ainsi, cinq ans d'existence, notre centre n'a enregistré que six décès à ce jour. Mais, parmi ces morts, deux ont été atteints du coronavirus. Les efforts consentis ont réduit considérablement la mortalité due à cette maladie génétique »,

MÉDIAS

Levée de la suspension de la chaîne de télévision Vox TV

Après sept jours de suspension par le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) des programmes de la chaîne de télévision privée Vox TV émettant à Brazzaville, l'organe de régulation des médias congolais a levé cette mesure, le 27 décembre, à l'issue de sa réunion extraordinaire présidée par son vice-président, Jean-Pierre Ngoma.

Dès ce 28 décembre, les programmes de Vox TV reprennent normalement. Toutefois, le CSLC a infligé un blâme à l'organe de presse. Il convient de rappeler que cette chaîne privée avait été provisoirement suspendue parce qu'elle avait fait passer en boucle un reportage sur une campagne de libération de « prisonniers politiques » s'appuyant sur une pétition signée par 2 850 personnes à l'initiative d'un dirigeant politique. Or, a précisé le CSLC, le Congo n'a pas de prisonniers politiques. Les personnes auxquelles l'acteur politique

faisait allusion sont des citoyens jugés et condamnés par la justice pour atteinte à la sûreté de l'Etat et bien d'autres griefs bien qu'ils soient des hommes politiques.

Par ailleurs, l'organe de régulation des médias a indiqué que ce reportage faisait écho à une campagne de nature à inciter l'opinion nationale à exiger « la libération de prisonniers politiques » constituant de fait une menace à l'ordre public.

Toutefois, indique-t-il, le président du groupe Vox qui a tiré les conséquences de la



Jean-Pierre Ngoma et Agnès Isabelle Nioko

situation ainsi créée par le manque de vigilance professionnelle de la direction des informations de sa chaîne et qui a plaidé coupable a fait amende honorable par son

attitude responsable. Notons que le CSLC a attiré l'attention de la direction générale de Vox TV sur la nécessité professionnelle de veiller, de manière constante

et rigoureuse, à l'équilibre de l'information pour éviter toute velléité de manipulation de l'opinion par quiconque à travers la presse.

Roger Ngombé

VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

Azur développement sensibilise les victimes aux moyens de recours

L'ONG a organisé un atelier de sensibilisation aux violences faites aux femmes et aux filles à l'intention du personnel enseignant. Parmi les aspects évoqués, la prise en charge des victimes par les guichets uniques d'assistance.

L'atelier fait suite à l'obtention par l'ONG Azur développement d'une subvention de l'Union européenne pour réaliser le projet « Protection des femmes et des filles contre les violences ayant pour base le genre » dans les départements de Brazzaville, de la Bouenza et de Pointe-Noire pour une durée de trente-six mois. A travers cette rencontre, l'ONG mobilise les organisations de la société civile et les

du 14 juin 2010 portant protection de l'enfant en République du Congo qui a prévu des dispositions pénales criminalisant la traite des enfants. « L'enfant a droit à la dignité et à l'honneur. En outre, l'enfant ne doit, en aucun cas, être soumis aux traitements cruels, inhumains ou dégradants ou à des punitions déshumanisantes portant atteinte à son bien-être physique ou moral »,

aux femmes en République du Congo auprès des enseignants.

Selon ses rapports, les violences psychologiques, physiques, sexuelles, économiques et spirituelles touchent de manière disproportionnée les filles et les garçons en milieu scolaire. Ces violences ne sont généralement pas dénoncées par les victimes par honte, par ignorance de leurs droits et des actions qu'elles peuvent prendre. Les participants ont aussi profité de l'occasion pour suggérer à l'Etat d'intensifier la vulgarisation de la loi Moubara aux victimes afin de dénoncer les auteurs de ces violences pour exercer des poursuites.

Le chef de service orientation et œuvres scolaires de la direction départementale de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation de Brazzaville, Evariste Mondikabeka, a rappelé que les violences en milieu scolaire ont pour cause « la destruction des tissus économiques, industriels et moraux de notre pays avec toutes les conséquences sur notre société et particulièrement l'école ».

Pour ce dernier, les approches pour éviter les cas de violences dans les milieux scolaires sont, entre autres, restauration de la discipline, assainissement du milieu scolaire, amélioration de la condition d'enseignant, meilleure responsabilisation des parents, respect des engagements par l'Etat, redéfinition du rôle des associations intervenant au niveau de l'école ainsi que le renforcement du cadre juridique et institutionnel et son application.

Fortuné Ibara



Les participants à l'atelier/Adiac

leaders communautaires pour prévenir les violences faites aux femmes et aux filles. L'idéal poursuivi est d'améliorer l'accès des femmes ainsi que des filles victimes de violence aux services multisectoriels de prise en charge à travers les guichets uniques d'assistance.

Plusieurs dispositions pénales ont été rappelées par la directrice de la promotion de la femme, Aude Isabelle Ewandza née Klimvouka Ngambou, dont l'article 35 de la loi n° 10-2010

a commenté Aude Isabelle Ewandza née Klimvouka Ngambou.

Outre les moyens de recours, Azur Développement a joué sa partition à l'amélioration des connaissances et la compréhension des enseignants sur les formes de violences faites aux femmes et aux enfants et leurs manifestations et conséquences. De même, l'organisation contribue à la vulgarisation de la loi n°19 du 4 mai 2022, portant lutte contre les violences faites

COVID 19

Fin prochaine de la quarantaine à l'arrivée en Chine

Les Chinois se réjouissaient mardi de la suppression de la quarantaine obligatoire à l'arrivée en Chine et s'empressent de réserver des vols à l'étranger, après trois ans d'isolement pour cause de covid.

La Chine mettra fin le 8 janvier aux quarantaines obligatoires à l'arrivée, dernier vestige de sa stricte politique sanitaire du «zéro covid», ont annoncé lundi les autorités. Cette décision intervient au moment où le pays le plus peuplé du monde connaît pourtant une flambée de contaminations depuis l'abandon de l'essentiel de ses restrictions sanitaires début décembre.

De nombreux Chinois réagissaient mardi avec enthousiasme à la fin prochaine de ces restrictions, qui maintenaient leur pays isolé du monde extérieur depuis mars 2020. Et la nouvelle a entraîné un bond des recherches en ligne pour des vols vers l'étranger. Mardi, les services chinois de l'immigration ont annoncé la reprise progressive, à compter du 8 janvier, des délivrances de passeports à des fins de tourisme ou pour des visites d'amis à l'étranger. Les procédures étaient jusqu'à présent suspendues en raison de l'épidémie, ce qui a empêché certains Chinois de renouveler leur passeport.

Mais le retour à la normalité est encore loin d'être acquis car avec l'abandon de l'essentiel des restrictions sanitaires, le géant asiatique connaît une flambée de contaminations.

La décision d'abolir les quarantaines à l'arrivée sonne le glas de la stricte politique «zéro covid» en Chine. Elle se traduisait par des tests de dépistage généralisés, des confinements inopinés et de longues quarantaines obligatoires, qui ont bouleversé la deuxième économie mondiale.

A compter du mois prochain, seul un test négatif de moins de 48h sera exigé pour entrer sur le territoire chinois, a précisé lundi soir la Commission de la santé, qui fait office de ministère. Les frontières du pays restent malgré tout presque totalement fermées aux ressortissants étrangers depuis 2020.

Julia Ndeko avec AFP

ASSAUT CONTRE LE CAPITOLE AUX ETATS-UNIS

Donald Trump sera-t-il inculpé par la justice ?

Les appels à voir l'ancien président répondre de ses actes se multiplient dans le pays et ailleurs depuis la publication, la semaine dernière, du rapport final de la commission parlementaire américaine sur l'enquête de l'assaut contre le siège de la démocratie américaine. Le texte qui fait couler beaucoup d'encre et suscite de nombreuses réactions aux Etats-Unis soutient que le milliardaire républicain ne devrait plus occuper de nouvelles fonctions publiques après avoir incité ses partisans à l'insurrection. Il recommande que soient lancées des poursuites pénales contre lui, entre autres, pour appel à l'insurrection et complot à l'encontre de l'Etat américain.

« Notre pays ne peut tolérer qu'un président défait se transforme en tyran cherchant à renverser nos institutions démocratiques et semer la violence », a affirmé Bennie Thompson, chef de la commission d'enquête. Le rapport de la commission qu'il dirige exhorte à légiférer pour que Donald Trump, candidat à nouveau pour l'élection présidentielle de 2024, et toute personne qui s'engagerait dans une « insurrection » soient interdites d'exercer une fonction publique que ce soit au niveau « fédéral ou étatique, civil ou militaire ».

Outre l'appel à l'insurrection et complot à l'encontre de l'Etat américain qui sont reprochés à Donald Trump, la commission appelle le ministère de la Justice, dirigé par Merrick Garland, à poursuivre l'ex-magnat, recommandant deux autres chefs d'inculpation : entrave

à une procédure officielle (de certification d'un scrutin présidentiel) et fausses déclarations. Le compte rendu rendu de la commission parlementaire qui est l'aboutissement de dix-huit mois d'investigation relève que l'ancien président a été effectivement « la principale cause » des événements du 6 janvier. « La cause centrale de l'assaut contre le Capitole était un seul homme, l'ancien président Donald Trump, que beaucoup d'autres ont suivi », a-t-on précisé.

Fort de ces éléments, Bennie Thompson se dit « convaincu » que le ministère de la Justice, qui a commencé à recevoir des éléments et preuves issus de l'enquête, va inculper Donald Trump. « Personne, y compris un ancien président, n'est au-dessus de la loi », a-t-il souligné. L'ex-chef d'Etat est « inapte » à occuper de nouvelles

fonctions publiques, a martelé de son côté la vice-présidente de la commission parlementaire, la républicaine Liz Cheney.

La commission parlementaire accentue la pression sur le ministre de la Justice

Si l'enquête de la commission parlementaire accentue la pression sur les épaules du ministre américain de la Justice pour que Donald Trump soit inculpé pénalement à ce niveau, des analystes pensent que plusieurs scénarios sont possibles. En effet, sachant qu'il est en première ligne dans ce dossier extrêmement politique, susceptible de rebattre les cartes de la présidentielle 2024, Merrick Garland souhaiterait certainement s'assurer de prime abord de disposer d'un dossier en béton, c'est-à-dire ayant des preuves suffisantes, avant de se risquer à agir. Cela s'avérerait nécessaire

parce qu'il est conscient qu'aucun ancien président américain n'a été inculpé pour un crime dans l'histoire des Etats-Unis.

Au sujet des preuves, le chef de la commission a reconnu la différence d'exigence en la matière, notamment entre une enquête parlementaire et une investigation pénale, qualifiant les travaux du panel de « feuille de route » pour poursuivre l'ex-président. Malgré cela, le ministère de la Justice n'est pas tenu d'examiner les éléments de la commission.

Parmi les possibles scénarios qui pourraient se dégager, les analystes estiment que les procureurs pourraient aller beaucoup plus loin que la commission, en utilisant les pouvoirs que les élus n'ont pas pour imposer des assignations à comparaître devant des grands jurys. Ceci, pour obtenir des preuves que le panel a identifiées mais

n'a pas réussi à développer. « Le ministère n'inculpera probablement que s'il se sent sûr d'obtenir une condamnation. Et davantage de preuves détaillées sont nécessaires sur ce que Trump savait, et quand il l'a su, que ce qui a été rendu public par la commission », relève, par exemple, Gerard Filitti, du Lawfare Project.

Connu pour sa répugnance à s'impliquer dans les affaires politiques, l'actuel procureur général, 70 ans, a nommé le 18 novembre dernier un procureur spécial censé être indépendant, Jack Smith, le chargeant d'étudier le rôle de l'ex-président dans la journée chaotique du 6 janvier 2021 qui a vu vaciller la démocratie américaine. Avec toutes ces dispositions prises, Donald Trump sera-t-il inculpé ou pas ? Seul l'avenir nous le dira.

Nestor N'Gampoula

Assurances et Réassurances du Congo
Entreprise régie par le code CIMA

APPEL D'OFFRES

SECTEUR : ASSURANCES

Dans le cadre de sa politique d'amélioration de la qualité de ses services, la société Assurances et Réassurances du Congo en sigle ARC, Société Anonyme au capital de 4.000.000.000 de F CFA avec Conseil d'Administration, envisage de faire appel aux services des garagistes, experts en automobile, risques divers et transport, des experts en évaluation du préjudice corporel, des avocats, des enquêteurs compétents en cas de survenance des sinistres de toute nature.

A cet effet, elle invite par le présent avis d'appel d'offres, les prestataires qualifiés, intéressés et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission accompagnée des pièces suivantes avant le 31 décembre 2022 :

- Les photos des locaux abritant le siège de votre structure ;
- Vos coordonnées téléphoniques et géographiques ;
- La photocopie de la pièce d'identité du responsable de votre structure ;
- La photocopie des diplômes obtenus ;
- Votre contrat d'assurance Responsabilité Civile ;
- Vos références techniques et expérience dans vos domaines respectifs ;
- Votre dossier fiscal composé des éléments suivants :
 - ✓ Attestation d'immatriculation Employeur (CNSS) ;
 - ✓ Certificat de non faillite, redressement et de liquidation judiciaire (Tribunal du commerce) ;
 - ✓ Certificat de résidence fiscale ;
 - ✓ Certificat de moralité fiscale ;
 - ✓ Attestation de régime d'imposition ;
 - ✓ Certificat d'immatriculation SCIEN /SCIET (Ministère du plan) ;
 - ✓ Attestation d'immatriculation RCCM.

Nous restons à votre disposition pour vous fournir les informations complémentaires que vous souhaiteriez obtenir.

Vos dossiers doivent être déposés à la Direction Générale de l'ARC à l'attention du Directeur Général.

Fait à Brazzaville, le 09 décembre 2022

William MASSEMBO
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ARC

NÉCROLOGIE



Jules César Ollébi, agent des Dépêches de Brazzaville, Honoré Ngongnie, Félix Olo, Serge Ngoyi, Léonie Omboulou, Alphonsine Ngongnie, la mutuelle et la famille Ndzon Vara ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, mère et grand-mère Béatrice Ngoyi, survenu le 24 décembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°228 de la rue Bouenza à Talangaï (arrêt Maman Mboulalé - Bar Otina)

IN MEMORIAM



Aive Anthony Belfort Allakoua Nzoussi
Voici un an jour pour jour que tu nous as quittés. Ta disparition brutale du haut de ton innocence a laissé de profondes blessures dans nos cœurs, mais tu vivras à jamais dans nos souvenirs.

AFRIQUE

Huit élections présidentielles en perspective en 2023

Le Nigeria en février, la Sierra Leone en juin, le Liberia en octobre, Madagascar en novembre, la République démocratique du Congo (RDC) en décembre et le Gabon au second semestre, la Libye et le Soudan, huit pays africains connaîtront les urnes dans la perspective des élections présidentielles en 2023.

Le sujet a été évoqué en marge du sommet Afrique-Etats-Unis (13-15 décembre 2022), marquant l'importance que Washington accorde aux prochains scrutins. Les présidents Ali Bongo du Gabon, Muhammadu Buhari du Nigeria, George Weah du Liberia, Julius Maada Bio de la Sierra Leone, Andry Rajoelina de Madagascar et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo de la RDC ont échangé en petit comité avec leur homologue américain, Joe Biden, lors de leur séjour. D'où cette phrase du conseiller à la sécurité nationale du président américain, Jake Sullivan, « *les Etats-Unis veilleront à ce que ces élections soient libres, justes et crédibles* ».

Excepté le Nigeria où le président sortant Muhammadu Buhari ne peut plus se représenter après deux mandats successifs, en Sierra Leone, au Liberia, à Madagascar et en RDC, les présidents sortants Julius Maada Bio, George Weah, Andry Rajoelina et Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo devraient briguer chacun un nouveau mandat. En Libye, l'impasse se poursuit, initialement prévues en décembre 2021, les élections sont attendues en fonction des évolutions positives. Concernant le Sud-Soudan, prévues en février 2023, elles ont à nouveau été reportées.

Au Nigeria, les élections du 25 février prochain ne sont en bonne voie, le président sortant, Muhammadu Buhari, ne peut plus se représenter après deux mandats consécutifs. Les quatre principaux challengers, Atiku Abubakar, du Parti démocratique populaire; Peter Obi, du Parti travailliste; Rabiun Kwankwaso du New Nigerian

Peoples Party; et Bola Ahmed Tinubu, le candidat du parti au pouvoir, le Congrès des progressistes, ont pacté contre toutes formes de violences jusqu'à la date du scrutin. Cependant, le pays est toujours en proie à une insécurité généralisée, avec en particulier le terrorisme de Boko Haram.

Au Gabon, les élections se tiendront au second semestre 2023. Peu de doutes subsistent sur la volonté du président Ali Bongo Ondimba de briguer un nouveau mandat au Gabon. En attendant, pouvoir et opposition se battent sur des questions liées à la révision des listes électorales, le nouveau centre gabonais des élections, avec en souvenir, les violences et contestations qui avaient émaillé la présidentielle de 2016. Dans la perspective du prochain scrutin, la présidente de l'Union nationale, Paulette Missambo, a lancé un appel à l'unité de l'opposition.

En Sierra Leone, l'élection présidentielle est prévue pour le 24 juin 2023. L'opposition a accusé le parti au pouvoir, du président sortant Julius Maada Bio, de tentative de viol de la Constitution. Elle le soupçonne de vouloir déplacer les élections en 2024, prétextant la pandémie de covid-19. L'annonce de la Commission électorale a mis fin à ces accusations. Face au président sortant, quinze partis d'opposition ont entamé des discussions en vue de créer une coalition susceptible de mettre fin au régime du président Julius Maada Bio.

La présidentielle au Liberia est prévue pour octobre 2023. La coalition au pouvoir au Liberia a annoncé sa volonté de reconduire le duo gagnant constitué

en 2016 par le président sortant George Weah, et sa vice-présidente, Jewel Howard Taylor, l'ex-épouse de Charles Taylor. Mais, des tensions sont évoquées entre les deux. Quant à l'opposition, elle accuse George Weah de ne rien faire face à la dégradation des conditions de vie de la population et de multiplier des déplacements à l'étranger. Réunie au sein d'une coalition, la Collaborating political parties, l'opposition conduite par Alexander Cummings, le leader de l'Alternative national congress, s'annonce comme l'un des principaux adversaires de George Weah.

A Madagascar, l'élection présidentielle aura lieu en novembre 2023. Le chef de l'Etat, Andry Rajoelina, ne s'est toujours pas officiellement déclaré candidat. Elu en décembre 2018, Andry Rajoelina devra faire face à la délicate épreuve du bilan. Il avait promis de rattraper en cinq ans le retard accumulé par son pays depuis l'indépendance en 1960. Il pourrait aussi faire face au renversement du président Marc Ravalomanana lors d'un coup d'Etat mené avec le soutien de l'armée en 2009. L'opposition Panorama, une plateforme constituée de dix-sept partis politiques, peine à se structurer et à s'imposer sur la scène politique locale.

« Des élections prévues en temps et en heure »

En RDC, on votera à la présidentielle le 20 décembre 2023. Le président sortant, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, affiche son intention de briguer un nouveau mandat. Ses partisans s'organisent déjà. Le Rassemblement des Tshisekedistes, un appendice de l'Union pour la démocratie et le progrès social, le parti

au pouvoir, a tenu son premier congrès le 15 décembre dernier, désignant le président sortant comme candidat à un second mandat. Dans ce pays de plus de 90 millions d'habitants, vaste comme l'Europe occidentale, les élections sont une véritable gageure. La Commission électorale nationale indépendante et la présidence congolaise affirment que les élections auront lieu en temps et en heure. Mais la question sécuritaire pèse dans l'Est de la RDC.

Malgré tout, les annonces de candidature se succèdent. La dernière en date est celle de Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga. Pourtant son parti, Ensemble pour la République, appartenait à l'Union sacrée, la coalition qui soutient le président Félix Tshisekedi. Investi par son parti, Engagement pour la citoyenneté et le développement, l'opposant Martin Fayulu, qui continue de revendiquer la victoire lors du scrutin présidentiel de 2018, fait également figure de candidat sérieux. Dans l'hypothèse d'un report du scrutin en 2024, il appelle le président Félix Tshisekedi à quitter le pouvoir dans les délais constitutionnels, afin qu'un président de transition organise les élections présidentielle et législatives dans un délai maximum de quatre mois.

Au Soudan du Sud, initialement prévues en février 2023, les élections ont été reportées. En août 2022, le gouvernement d'union nationale annonçait qu'il resterait en place jusqu'en février 2025. Et le 7 décembre dernier, le parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération du Soudan, a approuvé la candidature du président Salva Kiir

pour un nouveau mandat lors des élections prévues fin 2024. Salva Kiir a accepté. Ces élections devaient mettre un terme à la transition. Mais les prérequis aux élections contenus dans l'accord de paix de 2018 tardent à être mis en œuvre, notamment le recensement de la population, le retour des réfugiés et déplacés internes, l'unification des forces armées, la rédaction de la Constitution. Si l'opposition ne s'est pas encore prononcée, Riek Machar sera sans doute le seul rival à s'opposer au président Salva Kiir.

Avec la Libye, l'impasse fait légion. Le 16 décembre dernier, le chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, Abdoulaye Bathily, a déclaré dans son rapport que les rivalités politiques ne peuvent plus servir de justification pour prendre en otage tout un pays. Sur le terrain, des signes d'une partition sont déjà visibles, « deux gouvernements, des appareils sécuritaires distincts, une banque centrale divisée, une répartition inégale des revenus pétroliers et gaziers... », « le Conseil de sécurité devrait tenir responsables toutes les personnes et entités qui compromettent, directement ou indirectement, la tenue d'élections ». Depuis 2011, la Libye a connu un cycle de violences armées et de confrontation entre camps rivaux, avec du côté de la capitale, Tripoli, le gouvernement d'unité nationale mis sur pied début 2021, et qui résulte du processus de médiation de l'Organisation des Nations unies, et à Tobrouk, dans l'Est du pays, le Parlement et les forces du maréchal Khalifa Haftar s'opposent à ce gouvernement.

Noël Ndong

MALI

L'affaire des 46 militaires ivoiriens détenus serait en voie de résolution

La question des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis juillet est en voie de résolution, a affirmé la semaine dernière à la presse le ministre ivoirien de la Défense, après la visite d'une délégation officielle à Bamako.

Le 10 juillet, 49 soldats ivoiriens ont été arrêtés au Mali, qualifiés de mercenaires, puis inculpés mi-août de tentative d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et formellement écroués. Trois femmes ont été libérées par la suite.

Abidjan assure que ces soldats étaient en mission pour l'ONU, dans le cadre d'opérations de soutien logistique à la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) et exige leur libération, une demande appuyée par les chefs d'Etat ouest-africains lors du dernier sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, qui ont fixé un ultimatum au 1er janvier sous peine de nouvelles sanctions contre le Mali.

« C'est une question qui est en voie de résolution et nous pouvons dire que nous venons de faire un voyage fructueux ici en terre malienne », a déclaré Ibrahim Téné Ouattara, chef de la délégation officielle ivoirienne.

Si le contenu des discussions concernant les militaires ivoiriens n'a pas été rendu public, « la rencontre s'est passée dans un esprit fraternel de compréhension mu-

tuelle », a assuré le ministre de la Défense. « Il y a eu un malentendu entre la République du Mali et la République de la Côte d'Ivoire, il y a de cela quelques mois, il était bon que nous puissions nous rencontrer pour en parler. C'est ce que nous avons fait », a poursuivi Téné Ouattara.

« Nous avons pu noter la volonté de part et d'autre d'œuvrer à surmonter cet événement en préservant les liens qui existent

entre nos deux pays », a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop.

« Nos discussions ont pu permettre d'aboutir à la signature d'un mémorandum d'accord pour promouvoir la paix et œuvrer au renforcement des relations d'amitié entre les deux pays », a-t-il ajouté.

Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, dont le pays assure la médiation dans cette affaire, était également présent à Bamako. Il s'est dit « heureux (...) d'être témoin et cosignataire d'engagements que les deux parties ont pris à Bamako ».

« C'est une question qui est en voie de résolution et nous pouvons dire que nous venons de faire un voyage fructueux ici en terre malienne »



BRAZZAVILLE – PARIS
UN NOUVEL HORIZON
S'OUVRE À VOUS
AVEC L'AIRBUS A350
NOUVELLE GÉNÉRATION.

Vivez une expérience de voyage unique avec le fleuron de notre flotte long-courrier : plus spacieux et plus silencieux, plus connecté avec le Wi-Fi à bord, plus responsable avec -25% d'émissions de CO₂.

S'ENVOLER EN TOUTE ÉLÉGANCE
AIRFRANCE

MEMBRE DE L'ALLIANCE SKYTEAM

AGISSONS POUR UN VOYAGE PLUS RESPONSABLE ACT

*Carburant plus durable, nouveaux avions moins polluants, éco-pilotage sur tous nos vols, retrouvez tous nos engagements sur airfranceact.airfrance.com

NÉCROLOGIE

Le personnel de Conseimo-Etudes, Mme Loukoula Dénise et les enfants Bassala ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur frère, oncle et père Pascal Bassala (époux de Mme Dénise), le 19 décembre 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient dans la rue Mpika au n° 19, quartier, Météo à Makélékélé. Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Grégoire Nganamoueni, agent admis à la retraite au ministère des Hydrocarbures en qualité d'inspecteur pétrolier, est décédé le 15 décembre 2022 à Brazzaville. Les filles, fils et nièces du défunt ont la profonde douleur d'annoncer ces obsèques prévues ce mercredi 28 décembre au cimetière du Centre-ville de Brazzaville après la messe en la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption. La veillée mortuaire se tient au n°34 rue Kinguambo, la Poudrière la Base (Arrêt la ferme, après le restaurant bar l'Ouradou).



IN MEMORIAM

28 décembre 2016 - 28 décembre 2022, il y a de cela six ans que le Dr Stéphane Ngampo a été brutalement arraché à l'affection de sa famille.

Pour ce faire, Mme Geneviève Félicité Nkambia (maman Fifie) et les enfants Ngampo (Dorian Vianney, Destin Ruben, Doristin Steph, Dieuvin Jason et Jonathan César) prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire en ce jour de triste anniversaire. Le temps passe mais la pensée demeure. Papa, merci pour ton bel héritage et tes sages conseils à nos égards. Nous ne t'oublierons jamais. Repose en paix Papa.



REMERCIEMENT

Les enfants de la défunte sénatrice Moutou-Bayonne née Gayan Joséphine remercient du fond de leur cœur tous les parents, amis, connaissances ainsi que les membres du PCT, du Sénat pour l'assistance, le soutien et la présence réconfortante dont ils ont fait montre lors de la disparition de leur mère, la vénérable sénatrice Moutou-Bayonne Joséphine, décédée le 24 octobre 2022 à Paris (France).

MESSAGE DE NOËL

Le pape appelle à «faire taire les armes»

Le pape François a appelé dimanche à faire taire les armes lors de son traditionnel message de Noël au Vatican dans lequel il a de nouveau évoqué la «troisième guerre mondiale» qui fait rage dans de nombreux pays.

«Que notre regard se remplisse des visages de nos frères et sœurs ukrainiens qui vivent ce Noël dans l'obscurité, dans le froid ou loin de chez eux, à cause des destructions causées par dix mois de guerre», a déclaré le pape argentin devant 70 000 fidèles massés sur la place Saint-Pierre de Rome, dont certains agitaient des drapeaux ukrainiens.

L'air grave, le chef de l'Église catholique a constaté «avec tristesse que les vents de la guerre continuent à souffler le froid sur l'humanité». «Malheureusement, on préfère écouter d'autres arguments dictés par les logiques du monde», a regretté François.

«Que le Seigneur nous rende prêts à des gestes concrets de solidarité pour aider ceux qui souffrent, et qu'il éclaire l'esprit de ceux qui ont le pouvoir de faire taire les armes et de mettre fin immédiatement à cette guerre insensée !», a ajouté le souverain pontife, qui plaide



Le pape François prononce la bénédiction "Urbi et Orbi". ©AFP or licensors

inlassablement pour la paix depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février.

Avant de prononcer la bénédiction «Urbi et Orbi» («à la ville et au monde») devant la foule réunie sous un grand ciel bleu, le pape s'est livré comme à son habitude à un tour d'horizon des conflits, citant dix pays touchés par les violences ou les tensions, qu'il a décrits comme des «théâtres de cette troisième guerre mondiale». Parmi eux, l'Afghanistan, le

conflit israélo-palestinien, le Yémen, la Syrie, la Birmanie, mais aussi le Liban en proie à une crise économique et sociale inédite et Haïti, où plus de 1 400 personnes ont été tuées dans les violences cette année selon l'Organisation des nations unies (ONU).

Pour la première fois, le pape a cité l'Iran, touché par une vague de contestation sans précédent depuis la Révolution islamique de 1979. Nées de revendications sur les droits des femmes, les manifestations ont provoqué l'arresta-

tion d'environ 14 000 personnes depuis mi-septembre, d'après l'ONU, et 469 manifestants ont été tués, estime l'organisation Iran Human Rights, basée à Oslo. Lors de cette prise de parole retransmise en direct dans le monde entier, le pape a également exhorté à ne pas utiliser la nourriture «comme une arme», en référence notamment aux conflits qui touchent la corne de l'Afrique et à la menace de la famine.

«Toute guerre provoque la

faim et utilise la nourriture elle-même comme une arme, en empêchant sa distribution à des populations qui souffrent déjà», a déploré le jésuite argentin, invitant les responsables politiques à s'engager «pour que la nourriture ne soit qu'un instrument de paix.»

Samedi soir, quelque 7 000 personnes ont assisté à la messe de la nuit de Noël présidée par le pape dans la basilique Saint-Pierre, selon le Vatican.

Le pape de 86 ans, qui se déplace toujours en fauteuil roulant en raison de ses douleurs au genou, a prié pour les «enfants dévorés par les guerres, la pauvreté et l'injustice», regrettant que «les hommes avides de pouvoir et d'argent consomment leurs proches, leurs frères».

Face au «consumérisme», le pontife a invité à «quitter la chaleur de la mondanité» et «retrouver le sens de Noël», plaidant pour une Église charitable au service des pauvres.

AFP

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

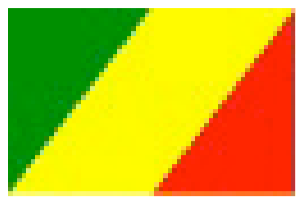
www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr





COMMUNIQUE DE PRESSE

LE PRODIVAC PRÉSENTE SES ACTIVITÉS DE L'ANNÉE 2023 AU COMITÉ NATIONAL DE PILOTAGE DU PROJET

BRAZZAVILLE, LE 19 DÉCEMBRE 2022

La 2e session du Comité national de pilotage du Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo (PRODIVAC) se tiendra ce mercredi 28 décembre 2022, dans la salle de conférence de PEFACO Hôtel, à Brazzaville. L'examen et la validation du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2023 de ce projet seront de toute évidence les principaux objectifs à atteindre.

Ce PTBA 2023, qui a été préparé et proposé par la Cellule d'exécution du projet (CEP), s'appuie sur les grandes masses d'activités identifiées dans les quatre composantes du PRODIVAC, à savoir : la composante A « Développement des compétences et de l'entrepreneuriat agricole » ; la composante B « Amélioration de la productivité et de la résilience » ; la composante C « Développement et dialogue public-privé » et la Composante D « Coordination et gestion du projet ». Ces grandes masses d'activités tournent principalement autour des conventions avec les partenaires techniques du projet, appuis multiformes aux différents producteurs, études environnementales et sociales relatives à la construction d'infrastructures et d'ouvrages des pistes à réhabiliter, formations et sensibilisations dans les milieux des femmes et jeunes vulnérables, etc.

Après avoir tenu sa première session en décembre 2021 qui avait abouti à la validation du PTBA 2022, le Comité national de pilotage devait encore se réunir en juillet 2022, dans le cadre d'une nouvelle session, afin d'apporter quelques modifications sur ledit PTBA. Mais cette option avait finalement été abandonnée pour permettre à la CEP PRODIVAC de mieux capitaliser les Avis de Non Objection (ANO) reçus de la Banque Africaine de Développement (BAD), en procédant à la mise en œuvre des activités y afférentes.

Au moment où l'année 2022 s'achève, entamant ainsi la validité du PTBA en cours, la CEP PRODIVAC propose aux dix-huit (18) membres du Comité national de pilotage une nouvelle version du PTBA, exercice 2023, pour examen et validation. Les résultats de cette session détermineront la suite des activités que le PRODIVAC entreprendra l'année prochaine.

Cette 2e session du Comité national de pilotage du PRODIVAC se tiendra sous le patronage de Monsieur Ferdinand Sosthène LIKOUKA, Directeur de Cabinet du Ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Président du Comité national de pilotage. Il sera accompagné de trois

Vice-Présidents, à savoir les Directeurs de cabinet, ou leur représentant, des Ministres en charge de l'Agriculture, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises.

Le Comité national de pilotage du PRODIVAC a été mis en place, conformément à la note de service n°003.20/MPSIR-TACMM/CAB du 23 mars 2020, signée par Mme Ingrid Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS, alors Ministre du Plan, de la Statistique, de l'Intégration régionale, des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Gouverneur de la BAD pour la République du Congo. Il a été chargé d'examiner et approuver les plans de travail et budget annuels ; examiner les rapports d'avancements semestriels, annuels, de revue à mi-parcours et d'achèvement du projet ; s'assurer de la cohérence des activités des programmes/ projets avec les programmes et stratégies sectoriels des ministères concernés par le projet ; examiner les progrès accomplis dans le cadre de la réalisation des objectifs des projets ; faciliter la coordination des activités des projets entre différentes entités impliquées dans la mise en œuvre ; analyser les risques et obstacles dans la mise en œuvre ; et formuler les orientations nécessaires pour assurer l'atteinte des résultats.

Rappelons que le Projet de Développement Intégré des Chaînes de Valeurs Agricoles au Congo (PRODIVAC) a été mis en œuvre suivant l'accord de prêt n°2000200004602 signé le 23 décembre 2019, entre la République du Congo et la Banque Africaine de Développement (BAD). Il a été lancé le 08 octobre 2021, à Djambala, dans le Département des Plateaux, l'un des trois départements de la zone du projet avec ceux du Pool et de la Bouenza. L'objectif global du PRODIVAC est de promouvoir une agriculture compétitive et résiliente à travers le développement intégré des chaînes de valeurs agro-alimentaires au Congo.

La validation du PTBA 2023 du PRODIVAC par le Comité national de pilotage permettra ainsi à ce projet d'accélérer la mise en œuvre de ses activités, afin d'atteindre in fine une maximisation de son taux de décaissement qui, pour le moment, demeure très faible.

Pour tout contact :
Hugues KOUDIMBILA

Tél : 05 564 50 40 / 06 615 58 53
Email : koudimbilahugues@gmail.com
Brazzaville, République du Congo

ARTS SCÉNIQUES

Les conteurs s'exprimeront à Tié Tié

Dénommée « La caravane des conteurs », une soirée de conte sera organisée le 14 janvier à l'Espace culturel O'Bosso Arts management, situé dans le troisième arrondissement de Pointe-Noire, Tié-Tié.

De nombreux conteurs prendront part à l'activité à l'instar de Jules Ferry Moussoki, médaillé d'or aux 8^{es} Jeux de la Francophonie à Abidjan, en 2017; Mack de Ardy; Elvis Tchic ...

En l'initiant, l'Espace culturel O'Bosso Arts management veut mettre en évidence les conteurs et l'art de la parole contée de plus en plus mis sous l'éteignoir par d'autres arts scéniques. Pour cet espace, c'est aussi une occasion de revaloriser cet art qui jadis faisait la fierté dans les villages et contrées rurales. Ouvert il y a peu, l'Espace O'Bosso arts management veut s'imposer dans la ville océane comme un espace dédié aux artistes et aux arts de tous genres.

Hervé Brice Mampouya

**Revaloriser
cet art qui
jadis faisait
la fierté dans
les villages
et contrées
rurales**

O'Bosso ARTS MANAGEMENT SPECTACLE DE CONTE

PRESENTE
LA CARAVANE DES CONTEURS

14
Janvier
2023
à
18H

Avec
Jules Ferry Moussoki
Conteur Médaillé d'Or en Conte
aux 8e Jeux de la Francophonie Abidjan 2017

Lieu : ESPACE CULTUREL
O'BOSSO ARTS MANAGEMENT
(Situé à Tié - Tié vers Ex G8
non loin de la Mairie de Tié -Tié
POINTE - NOIRE)
Contact : 06 636 23 36

ARDI - MACK
(Conteur)

ELVIS TCHIC
(Conteur)

PAF : 1000 FCEA

L'affiche de la Caravane des conteurs/
Adiac

APPEL À CANDIDATURES

Les cinéastes invités à prévenir le diabète et l'hypertension

Merck Foundation
Film Awards 2023

Diabetes & Hypertension

FOR AFRICAN COUNTRIES

Merck Foundation

L'affiche d'appel à candidatures

La chanson soumise doit transmettre un message important selon lequel le diabète peut être prévenu et pris en charge avec des modifications du mode de vie comme se passer de sucre, manger équilibré, faire de l'exercice régulièrement, arrêter de fumer et limiter la consommation d'alcool.

La Merck Foundation Film Awards invite les cinéastes africains, les étudiants des institutions de formation à la réalisation cinématographique ou les jeunes talents d'Afrique pour ses films Awards à créer et à partager un film long ou court, qu'il soit dramatique, documentaire ou docudrame pour délivrer des messages forts et influents afin de promouvoir un mode de vie saine et sensibili-

ser à la prévention et au développement précoce du diabète et de l'hypertension.

Chaque participant est appelé à partager sa chanson sous forme de fichier audio ou de lien YouTube sur submit@merck-foundation.com. La chanson soumise doit transmettre un message important selon lequel le diabète peut être prévenu et pris en charge avec des modifications du mode de vie comme se passer de sucre, manger équilibré, faire de l'exercice régulièrement, arrêter de fumer et limiter la consommation d'alcool. Le courrier sera mentionné Merck Foundation Film Awards 2023 « Diabète et hypertension ». Aussi, partagez vos nom, pays, vos coordonnées et les paroles de la chanson par courrier.

La chanson devrait être composée dans l'une des langues: anglais, français, portugais et arabe. Les lauréats seront récompensés selon leur travail. L'envoi se fait jusqu'au 30 octobre 2023.

Rosalie Bindika

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE CULTURELLE,
TOURISTIQUE, ARTISTIQUE ET DES LOISIRS

RÉPUBLIQUE DU CONGO
Unité * Travail * Progrès

CABINET

N° 238 / MICTAL-CAB

Communiquer

Le Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs organise, sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, un concours de danse dénommé « Mopacho Challenge National » sur toute l'étendue du territoire congolais.

Ledit concours se tiendra dans tous les chefs-lieux de départements et arrondissements de Brazzaville et Pointe-Noire le 28 décembre 2022.

Pour soumettre votre candidature, appelez le 06.684.19.62 pour Brazzaville et le 06.632.39.70 pour Pointe-Noire.

Date limite des inscriptions le 26 décembre 2022.

Vous pouvez aussi vous inscrire aux Bars ci-après :

- Makélékélé : La Bénédiction
- Bacongo : Bababoom (foyer des anciens combattants)
- Poto-poto : Caraïbes
- Mougali : Chez Pascal
- Ouenzé : Contrôle technique
- Talangai : Le Jardin
- Mfilou : Le Winner
- Madibou : Lampadaire
- Djiri : Saveur des terroirs

Pour ceux de Brazzaville et,

- Lumumba : Contrôle technique (sur l'avenue de la Révolution)
- Mvou-mvou : Le Raid
- Tié-tié : Espace du randale
- Louandjili : Vision rouge
- Mongo-Mpoukou : Arc-en-ciel
- Ngoyo : Sous les palmiers

Pour ceux de Pointe-Noire.

Le Directeur du Cabinet

Lis Pascal MOUSSODJI NZIENGUI



AMITIÉ ENTRE LES PEUPLES

Brazzaville va abriter en 2023 un défilé culturel

L'ambassadeur du Venezuela en République du Congo, Anibal José Marquez Munoz, a annoncé le 27 décembre, à l'issue d'un entretien à l'Hôtel de ville avec le maire de Brazzaville, Dieudonné Bantsimba, l'organisation en juillet prochain d'un défilé de l'amitié et de la fraternité entre les peuples.

L'activité culturelle visant à mettre en valeur le patrimoine traditionnel sera organisée sur la Corniche de Brazzaville, dans le deuxième arrondissement, Bango. Les différentes communautés basées au Congo vont défiler en tenues traditionnelles promouvant ainsi les danses et les traditions ancestrales. « Nous nous sommes mis d'accord de travailler conjointement. Nous nous retrouvons ensemble dans un même endroit à la Corniche où toutes les communautés étrangères vivant à Brazzaville vont défiler. Chacune d'elles en tenues traditionnelles avec les danses représentant sa communauté. Nous le ferons avec l'appui des autorités muni-



Le maire de Brazzaville s'entretenant avec le diplomate vénézuélien Adíac

« Nous nous sommes mis d'accord de travailler conjointement. Nous nous retrouvons ensemble dans un même endroit à la Corniche où toutes les communautés étrangères vivant à Brazzaville vont défiler. Chacune d'elles en tenues traditionnelles avec les danses représentant sa communauté. Nous le ferons avec l'appui des autorités municipales pour exprimer à la ville de Brazzaville « Merci » pour son hospitalité »

cipales pour exprimer à la ville de Brazzaville « Merci » pour son hospitalité », a fait savoir le diplomate vénézuélien, Anibal José Marquez Munoz.

Outre le défilé de l'amitié et de la fraternité entre les peuples, l'accord de jumelage qui lie la ville de Caracas et celle de Brazzaville était inscrit également dans l'agenda des deux personnalités ; un accord qui serait prêt d'être signé, notamment dans le cadre d'une commission mixte et sous la direction du ministère de la Coopération internationale de la République du Congo. Elle se tiendra à Caracas en présence du maire de Brazzaville qui paraphera le document avec la mairesse de Caracas.

Guillaume Ondze

MONDIAL 2026

Une équipe africaine peut atteindre la finale estime le patron de la CAF

Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Patrice Motsepe s'est dit convaincu qu'une équipe du continent peut atteindre la finale du Mondial-2026.

«Le Maroc a ouvert la porte en se hissant en demi-finales ce mois-ci et je suis convaincu qu'une nation africaine ira plus loin lors de la prochaine Coupe du monde», a déclaré le dirigeant lors d'une conférence de presse à Johannesburg.

«L'objectif principal de la CAF est qu'une nation africaine remporte la Coupe du monde et cet objectif est à portée de main», a-t-il poursuivi évoquant «au moins dix nations africaines» capables de «concourir au plus haut niveau et de remporter la Coupe du monde».

La CAF enverra neuf ou dix équipes à la prochaine



«Le Maroc a ouvert la porte en se hissant en demi-finales ce mois-ci et je suis convaincu qu'une nation africaine ira plus loin lors de la prochaine Coupe du monde»,

Coupe du monde élargie à 48 participants aux États-Unis, au Canada et au Mexique, contre cinq représentants au Qatar.

Le Maroc, meilleur équipe africaine, a fait sensation en se hissant en demi-finales après avoir écarté successivement la Belgique (2-0) en phase de poules, l'Espagne en huitièmes (0-0, a.p., 3-0 t.a.b.) et le Portugal en quart (1-0), avant de s'incliner devant la France (2-0). Il a également salué les exploits du Cameroun et la Tunisie vainqueurs respectifs du Brésil, quintuple vainqueur du trophée mondial (1-0), et de la France, double championne du monde (1-0).

AFP



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

PROMOTION DU SPORT DE TRAVAIL

Le général Serges Oboa médaillé de l'ordre de mérite Osta

Le conseiller spécial du président de la République, directeur général de la sécurité présidentielle (DGSP) et président général du club multidisciplinaire éponyme, Serges Oboa a été consacré, le 26 décembre, médaillé de l'ordre de mérite de l'Organisation du sport travailliste africain et amateurs (Osta).

Tout travail mérite une récompense. Le général de brigade Serges Oboa a été à l'honneur grâce à ses multiples efforts au profit de l'épanouissement et du développement du sport dans son ensemble et du sport de travail, en particulier. L'instance suprême du sport travailliste en Afrique l'a élevé au titre honorifique.

C'est, d'ailleurs, le sacre de la section handball de la DGSP au championnat d'Afrique du sport de travail qui s'est déroulé du 18 au 21 mars à Alger, en Algérie, qui a convaincu l'Osta du dynamisme de ce dirigeant sportif.

Selon le président de l'Osta, le Dr Evel Malik Atour, le continent africain a besoin des dirigeants sportifs à l'image de Serges Oboa qui se donne corps et âme pour le bien du sport. Après avoir décoré l'heureux récipiendaire, Evel Malik Atour a invité les responsables des fédérations et entreprises à travailler en synergie pour vulgariser la pratique du sport de travail.

Le général de brigade Serges Oboa, qui dirige les six sections sportives de la DGSP depuis 2013,



Le général Serges Oboa après sa décoration/Adiac

a fait de ce club multidisciplinaire l'un des meilleurs au niveau

« Seul le travail paie. Je demande aux responsables des clubs de fournir encore d'efforts afin de placer, à nouveau, le sport congolais sur le podium »

continental et national. Il a dédié sa médaille aux acteurs de la section sportive de la DGSP et en a profité pour rappeler qu'au sport, la tricherie n'honore pas. « *Seul le travail paie. Je demande aux responsables des clubs de fournir encore d'efforts afin de placer, à nouveau, le sport congolais sur le podium* », a-t-il conclu.

Rude Ngoma

FOOTBALL

Les résultats des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 16e journée

Doyen de la défense de Laval, Marvin Baudry n'a pu empêcher le naufrage des Tango à Dijon (0-5). Sa perte de balle amène le but du 0-3 dijonnais.

Le Havre s'impose 1-0 face à Bordeaux. Nolan Mbemba, remplaçant, est entré à la 79e pour aider à conserver le score alors que les Normands évoluaient à dix depuis l'expulsion de Cornette à la 67e.

Niort rapporte un point de Metz (0-0). Avec Bryan Passi titulaire dans l'axe et auteur d'un match solide.

Warren Tchimbembe était aligné au poste de milieu droit lors du voyage victorieux de Guingamp à Nîmes (2-1). Sur son centre à 21e, Livolant est fauché dans la surface des Crocos et obtient le penalty du 1-0. Remplacé à la 67e.

Mons Bassouamina a été remplacé à la 76e lors du revers de Pau face au Paris FC (0-1). Convoqué dans le groupe élargi du Paris FC, le jeune gardien franco-congolais Melvin Douniama (19 ans) était finalement en tribunes. Une première convocation. Annecy bat Saint-Etienne 2-1. Sans Kévin Mouanga, qui purgeait un match de suspension pour cumul de carton jaune.

Loris Mouyokolo était titulaire dans l'axe droit de la défense à cinq de Rodez, vaincu à Sochaux (0-1).

Sans Jason Ngouabi, laissé en réserve, Caen est défait à Bastia (0-1).

Le Havre est premier avec 35 points, soit 12 de plus que Caen et Guingamp, 7e et 8e. Metz est 10e avec 22 points, suivi de Pau, 12e avec 21, Laval, 14e avec 20 points et Annecy, 15e avec 19 points.

Dans la zone rouge, Rodez et Niort sont 18e et 19e avec 15 et 13 points.

Camille Delourme

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France ex-coloniale de la poésie je réside dans les mots droits, des mots chevillés qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays m'appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots ennuigés quand ne grande pas le tonnerre pendant l'ivresse et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le couloir de vie avec tant de larges.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Couteau sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Poèmes d'attente pour Jean-Blaire Bilombo Samba" (2013), de "Les Fragments sauvagés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (italien-français) en 2019, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

Laurent Tongo

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POÈMES DES CINQ CONTINENTS

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Dr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean-Jacques BOUYA
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et des Travaux Ruraux

Noëilly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

ÉdiLivre

Sorel Etia

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

Pacide MOUNGOU

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

VIENT DE PARAÎTRE

«Regard sur Anatole Collinet Makosso»

Paru aux éditions L'harmattan, «Regard sur Anatole Collinet Makosso», Premier ministre, chef du gouvernement de la République du Congo, est un ouvrage de 235 pages publié par le philosophe Joseph Mampouya.

Présenté officiellement au Premier ministre, le 24 décembre à Brazzaville, le livre qui bénéficie de la contribution de quelques journalistes est préfacé par le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, avec une postface de Grégoire Lefouaba, professeur des universités. Dans ce livre, Joseph Mampouya part du principe que les hommes politiques congolais n'écrivent pas assez et rares sont les auteurs qui leur consacrent des livres, à tel point que le patrimoine politique national dont ils sont pourtant les dépositaires privilégiés se trouve presque ignoré du grand public, faute de ressources documentaires.

C'est ce déficit que l'auteur a bien voulu corriger en faisant que désormais les acteurs politiques congolais soient mieux connus de tous, au travers de la publication de leurs idées, de leurs programmes, de leurs ambitions, afin que le peuple se les approprie et puisse en faire librement son opinion en connaissance de cause. Car la construction d'une citoyenneté congolaise de qualité est à ce prix.

« C'est un ensemble d'articles

qui vont de la contribution du président de l'Assemblée nationale et de Joseph Mampouya lui-même qui connaît très bien le Premier ministre depuis longtemps et nous qui sommes des journalistes professionnels qui voulons également nous exprimer sur lui à travers sa production intellectuelle », a expliqué François Ondaïe-Akierra, un des contributeurs.

En effet, selon Joseph Mampouya, à 56 ans, Anatole Collinet Makosso est l'entre-deux qui sert de trait d'union et de passerelle entre deux générations : celle des années 60, période allant de l'indépendance à la fin du XX^e siècle, et celle des deux premières décennies de ce XXI^e siècle, une position stratégique, écrit-il en page 12. Il place ainsi le « Premier ministre face à un défi national majeur, celui de la conciliation des générations pour une gouvernance solidaire et apaisée de la cité », peut-on lire.



Anatole Collinet Makosso posant avec l'auteur du livre et ses contributeurs-Primature

Pour l'auteur, ce livre est un hommage, un témoignage d'estime et de considération envers Anatole

Collinet Makosso. Philosophe de formation, Joseph Mampouya est secrétaire général du Cercle

républicain pour l'innovation politique (Crispol). Il est l'auteur de plusieurs livres dont « Le tribalisme au Congo » (1981) ; « L'intellectuel, la rose et l'oiseau pendu » (1997), « Le vieux Noumaz » (publié dans le cadre du Crisol en 2011).

Parfait Wilfried Douniama

« ...Un défi national majeur, celui de la conciliation des générations pour une gouvernance solidaire et apaisée de la cité »

CHINE-AFRIQUE

L'université de Jinan organise un séminaire sur la culture africaine

Tenu la semaine dernière par visio-conférence, le séminaire organisé par l'université de Jinan et de Pékin, en Chine, a permis de mettre un accent sur « la nouvelle tendance de la coopération sino-africaine » et aussi de faire connaître le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, la culture africaine et l'histoire du Congo.

Au cours du séminaire, la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, professeur honorifique de l'université de Jinan, Béline Ayessa, a fait une communication devant les présidents des universités de Jinan et de Pékin,

subdivisée en trois parties essentielles. La première partie présente ce que je considère comme les caractéristiques essentielles de la culture africaine. La deuxième partie concerne l'impact de la culture africaine sur les échanges

qu'elle propose comme Regards sur le monde contemporain », a-t-elle indiqué.

Pour Béline Ayessa, aborder les origines de la culture africaine monolithique (il existe plusieurs cultures africaines), nécessite de s'étaler sur son histoire pour

des caractéristiques qui lui sont propres. Entre autres, l'appartenance communautaire, la solidarité, l'hospitalité, la hiérarchisation de la société, l'oralité. Ces éléments culturels ne sont pas exclusifs.

Le sentiment d'appartenance à un groupe social est particulièrement fort dans les sociétés africaines, a-t-elle poursuivi, indiquant que l'individu se doit d'être dans la norme en suivant les rites et préceptes hérités de la tradition. C'est ainsi que l'entrée dans la communauté est marquée de façon solennelle par l'initiation. Elle a aussi rappelé la formule africaine qui dit « ton étranger est ton dieu ». C'est ainsi que la porte de l'Afrique en général, de la famille africaine en particulier, est ouverte à tous. Ajoutant par la même occasion que les sociétés négro-africaines sont aussi caractérisées par l'oralité. La parole, souffle de vie, y prend une place importante par rapport à l'écriture dans la communication comme dans l'engagement. Ainsi, celui qui donne sa parole y reste lié et ne

doit pas la trahir. En outre, avec la culture orale, les Africains ne se lassent pas de la redondance et se livrent, comme un rituel, à la palabre lors de la résolution de conflits ou la recherche de solution.

Parlant de l'importance de ce séminaire et de l'intervention de la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Gzng Yujie, enseignante à l'Institut Confucius de l'Université Marien-Ngouabi, a indiqué : « C'est la première fois que nous recevons ainsi un professeur d'origine africaine, madame la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béline Ayessa, professeur honorifique de l'université de Jinan. C'est une opportunité pour nous, car cela nous donne une grande occasion de connaître l'Afrique, de connaître le Congo. J'espère que nous pourrions avoir encore plus d'occasions pour organiser des séminaires, des activités culturelles du genre ici ».

Bruno Okokana



Béline Ayessa et Gzng Yujie lors de la visioconférence/DR

portant sur la culture africaine et ce qu'elle propose comme regard sur le monde contemporain, en particulier dans ses relations avec la Chine, un pays à la grande richesse culturelle. « Ma présentation de ce matin se

de la vie contemporaine. La troisième partie présente quelques usages possibles des ressources de la culture africaine J'ai choisi de faire devant vous une présentation sur la culture africaine et ce

en apprécier les événements ayant eu de l'influence sur cette culture. C'est pourquoi, évoquant la culture africaine et ses caractéristiques, elle a rappelé que comme toutes les cultures du monde, la culture africaine a